



Paris, le 8 décembre 2020

COMMUNIQUÉ

Jean-Michel Blanquer prétend « revaloriser » la voie professionnelle, pour en faire une voie d'excellence, en réalité, il n'a de cesse de la démanteler et de l'appauvrir, la situation s'aggrave dangereusement dans les lycées professionnels. Personnels et élèves subissent les conséquences désastreuses de la réforme : épuisement, conditions de travail et d'études dégradées, savoir-faire professionnels et généraux au rabais, perte de sens du métier, déprofessionnalisation des formations... Sa volonté d'imposer l'apprentissage dans nos établissements fragilise nos statuts, dégrade toujours plus les conditions d'exercice de nos métiers et crée de nouvelles difficultés d'organisation pédagogique. Le service public d'enseignement professionnel a pourtant démontré, sa capacité à agir et à s'adapter pendant le confinement pour permettre à nos élèves de poursuivre leur scolarité.

Les personnels ne sont pas dupes, le rejet des politiques Blanquer est massif dans les établissements, comme le confirment d'ailleurs diverses enquêtes. Un récent sondage IPSOS révèle que 67 % des PLP contestent les réformes Blanquer, 68 % déclarent qu'elles ont augmenté leur charge de travail et 70 % les jugent inutiles pour les élèves. Ce constat sans appel montre le discrédit du ministre et de ses réformes.

L'absence de perspective salariale et d'amélioration des carrières est un vrai motif de colère chez les professeurs de lycée professionnel. Les pistes envisagées et les augmentations insignifiantes proposées ne sont pas acceptables et seront probablement conditionnées à une redéfinition de nos missions et de notre temps de travail.

Le ministre refuse d'améliorer nos salaires et orchestre un véritable démantèlement de la voie professionnelle qui va nuire à l'avenir scolaire et professionnel de milliers de jeunes. Ces choix sont d'autant plus contestables que la crise économique exigerait de sécuriser les parcours scolaire et professionnel des jeunes.

Pour nos organisations syndicales SNUEP-FSU, SNEP-FSU, CGT Educ'action, SUD Éducation, CNT, la voie professionnelle scolaire doit bénéficier d'un plan d'urgence pour permettre à tous les jeunes d'accéder à un premier niveau de qualification par un diplôme - ce dernier étant un rempart avéré contre les risques de chômage.

Pour nos organisations syndicales :

- le ministre doit renoncer à son projet de supprimer 1 800 postes dans le second degré à la rentrée prochaine et doit engager un plan de recrutement massif ;
- le ministre doit renoncer à sa réforme de la voie professionnelle et légiférer rapidement pour redonner du temps d'enseignement général et professionnel aux jeunes dans l'objectif d'améliorer leur poursuite d'études et leur insertion ;
- le ministre doit rapidement proposer une loi de programmation pour mettre en place des revalorisations salariales et de carrière pour toutes et tous, sans contrepartie.

Nos organisations appellent à poursuivre les mobilisations en cours, à s'engager dans l'action, notamment la grève, le mardi 26 janvier, pour exiger des créations de postes, une abrogation de la réforme de la voie professionnelle, le dégel de la valeur du point d'indice et des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières dans l'éducation. Elles engagent les personnels à construire dès maintenant une dynamique de mobilisation par des actions locales, réunions, motions et courriers collectifs auprès des IA-DASEN, des Recteurs, du gouvernement. Nos organisations se reverront début janvier pour proposer aux personnels des cadres unitaires de mobilisations.